



USS Union syndicale suisse

[www.uss.ch](http://www.uss.ch)

## Conflits de personnes à la Poste

### **Les dégâts collatéraux de la libéralisation**

Un commentaire de Rolf Zimmermann, premier secrétaire de l'USS/fq

Le débat dans la presse au sujet de M. Claude Béglé, le président du conseil d'administration de la Poste, montre, pratiquement comme un exemple de manuel scolaire, quels sont les dégâts collatéraux – ici, sur des personnes - de la politique de libéralisation appliquée à la Poste ces dernières années. Les médias qui soutiennent cette tendance aux libéralisations ont favorisé la mise en place, à la tête d'infrastructures publiques, de vedettes de l'économie soi-disant nécessaires. Et aujourd'hui, ces mêmes médias sont les premiers à les démolir.

Dans ses dernières prises de position, M. Claude Béglé a inlassablement souligné que le service public est sa toute première préoccupation. Prenons-le au mot ; et cela, aussi quand il se déclare défavorable à la poursuite des suppressions d'offices postaux. La Poste doit en effet pouvoir garantir des activités de grande qualité. À cet égard, les récents débats à propos de telle ou telle personne ne nous sont d'aucun secours. Comme l'est encore moins la libéralisation totale de la branche de la poste proposée au parlement. Or, c'est maintenant qu'il faut débattre de cette question de manière approfondie. La libéralisation totale de la Poste met le service universel – lire : le service public – en grand danger. Elle est aussi ce qui a déclenché les activités à l'étranger tant évoquées aujourd'hui. De fait, d'anciens monopolistes se disputent mutuellement des clients sur des terrains étrangers. C'est là une concurrence inutile aux effets négatifs sur la qualité, les prix et les conditions de travail dans cette branche.

Il faut que des décisions politiques claires soient rapidement prises. Cette demande d'une décision politique définitive sur cette question se fait toujours plus forte, car il s'agit là, en premier lieu, d'un service public qui doit être défini et garanti sur une base démocratique. Si ce service public devait être entièrement livré à la « main invisible du marché », pareilles scandaleuses histoires se multiplieraient. Le renoncement à d'autres libéralisations est une réponse durable à ce problème. Pour l'heure, les dégâts collatéraux se limitent à des personnes. La Poste, son personnel motivé et ses services indispensables doivent en être épargnés.

uss-infos 1 / 10